

Une folie dangereuse

Partage international n° 176 - Avril 2003

Interview de William Rivers Pitt par Felicity Eliot

William Rivers Pitt, enseignant à Boston, aux Etats-Unis, est l'auteur du best-seller War on Irak : what team Bush doesn't want you to know (la Guerre en Irak : ce que l'équipe Bush ne veut pas que vous sachiez) et d'un nouveau livre intitulé The Greatest Sedition is Silence (Le silence est la plus grande des révoltes).

Partage international : *Le président Bush et le premier ministre Tony Blair se sont rencontrés et ont délivré un communiqué public soigneusement préparé. Mais que peuvent-ils se dire exactement en privé ? Pouvez-vous nous faire part de vos idées à ce sujet ?*

William Rivers Pitt : J'ai récemment discuté avec un parlementaire membre du parti travailliste et je lui ai demandé ce qu'il pouvait bien se passer dans la tête de Tony Blair. Cet homme n'en avait absolument aucune idée. Il semble que les motivations de M. Blair constituent l'un des plus grands mystères en Angleterre en ce moment. Je peux cependant émettre quelques hypothèses.

Il est possible que M. Blair essaie de se faire valoir comme un homme à poigne. A l'entendre, la question irakienne n'offre que deux alternatives : soit on y va, soit on n'y va pas, et ceci lui offre l'opportunité de se mettre en avant. Il ne faut pas non plus perdre de vue que la Grande-Bretagne, comparée aux Etats-Unis, a une histoire en matière de politique étrangère plus longue d'environ mille ans.

D'autre part, British Petroleum a d'énormes intérêts dans les champs pétroliers d'Alaska. Il se peut que G. Bush ait négocié l'appui de T. Blair en échange de l'accès au pétrole d'Alaska. Les témoignages sur leurs entretiens montrent tout de même des tensions, sous le vernis de la consensualité. Je ne peux évidemment être certain de la teneur de leurs entretiens mais je ne serais pas surpris d'apprendre que M. Blair a dû se montrer flexible.

Je vous renvoie à ce commentaire du *Washington Post* : « Les membres de l'administration Bush reconnaissent que M. Blair est le seul leader politique qui pourrait réellement compromettre l'agenda des militaires américains au sujet de guerre en Irak. La Grande-Bretagne reste l'alliée

indispensable car elle représente la caution internationale à une action qui apparaîtrait sinon comme exclusivement américaine. Aucun indice ne permet de conclure que M. Blair envisage de s'écarter de la position de M. Bush. »

PI. *Le président Bush a déclaré que la coalition menée par les Etats-Unis peut attaquer l'Irak sans une seconde résolution des Nations unies et qu'aucun délai ne sera toléré en matière de désarmement. Il donne l'impression qu'il ne compte pas se représenter devant les Nations unies au cas où il n'obtiendrait pas les réponses qu'il souhaite. Quelles seraient les conséquences prévisibles d'une telle attitude ?*

WRP. Les Etats-Unis pourraient se retrouver politiquement isolés dans un tel cas de figure et ceci représenterait un véritable désastre dans le contexte économique mondial actuel. Il est aussi clair que cette attitude ne ferait qu'accroître le risque d'attentats terroristes aux Etats-Unis. La population civile irakienne est de religion musulmane à 97 % et les organisations terroristes, qui n'auraient pas bougé le petit doigt pour Saddam Hussein, se rallieraient à la cause des civils irakiens que nous allons inévitablement décimer par dizaines de milliers. Ceci pourrait aboutir à un soulèvement désastreux au Moyen Orient (conformément peut-être aux attentes de l'administration Bush).

PI. *L'administration Bush ne donne-t-elle pas l'impression de consulter le Conseil de sécurité des Nations unies à contrecœur ? Ne perdrait-elle pas l'appui du public en les ignorant ?*

WRP. La résolution 1441 a été principalement élaborée par l'administration Bush, et les Nations unies agissent en fonction de cette résolution. Cette résolution a été conçue pour pousser l'Irak à la rejeter, ce qui aurait alors suffi à justifier la guerre. Lorsque l'Irak l'a acceptée, Bush s'est retrouvé obligé de tenir compte des Nations unies. Nous ne pouvons pas encore dire sur quoi tout cela va déboucher. Le nouveau livre de Norman Solomon, *Target Iraq (L'Irak dans le collimateur)* traite en détail de cette question relative à la résolution 1441.

PI. *Quelle est la réaction du public américain ?*

WRP. Le public est profondément inquiet. Il ne sait pas à quoi s'en tenir et il souhaite la continuation des programmes d'inspection.

PI. *M. Bush proclame que « Bagdad ne désarme pas*

et constitue un danger pour le monde » *mais il paraît que l'Irak ne possède plus d'armes de destruction massive. Pourquoi cela continue-t-il à être ignoré ?*

WRP. L'Irak n'a plus de programme d'armement, la plus grande partie des armes a été détruite par les inspecteurs de l'UNSCOM, et ce qui subsistait est devenu inutilisable. Les éventuelles armes restantes peuvent facilement être mises hors service par les inspecteurs. A l'heure actuelle, aucune de ces affirmations n'a été démentie. Ces informations restent ignorées des médias américains car, si nous parlons franchement, à leurs yeux, seuls comptent le tirage et la facilité de lecture. Quant à l'Administration, elle rejette tout simplement les points de vue qui ne servent pas sa cause.

PI. *Javier Solana, chef de la politique étrangère de l'Union européenne, a affirmé que les tenants de la guerre avec l'Irak ne l'avait toujours pas emporté et que le centre de gravité doit rester au Conseil de sécurité. Quelle est votre réaction à ce sujet ?*

WRP. En tant qu'Américain, je pense que les Etats-Unis ne peuvent pas être continuellement dépendants de la volonté des autres nations. Cependant, ce serait un véritable désastre que d'attaquer l'Irak sans l'accord des Nations unies. L'Amérique s'est toujours considérée comme au-dessus des autres nations. L'administration actuelle pousse cette logique à l'extrême en considérant que la diplomatie et les négociations ne servent que de moyens d'apaisement. Ceci est une folie dangereuse ; si l'Amérique veut conduire le monde, elle doit aussi le suivre, et agir en tant que nation « humble », comme Bush l'avait promis lors de sa campagne en 2000.

PI. *Le public a-t-il un rôle à jouer ? Des sondages*

récents indiquent que 82 % des Européens interrogés sont opposés à une guerre contre l'Irak en l'absence d'une résolution des Nations unies.

WRP. En effet, c'est cette opinion publique qui constitue la raison principale de l'opposition de la France et de l'Allemagne et qui explique la position inconfortable de M. Blair. L'opinion publique peut jouer un rôle très important.

PI. *Dans votre article intitulé Tout ce que je souhaite à l'occasion de Noël, vous souleviez certaines questions : « Qui va remplacer Saddam ? Qui pourra accéder aux champs de pétrole ? Nous arrêterons-nous en Irak ou continuerons-nous avec la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Iran et l'Egypte ? etc. » Depuis Noël, avez-vous obtenu des réponses ?*

WRP. Je ne m'attends pas à ce qu'ils répondent jamais à ces questions parce que cela fait partie des aspects complexes que l'Administration tente de masquer au public. [Interview réalisée en février 2003.]

Scott Ritter et William R. Pitt, War on Iraq : what team Bush doesn't want you to know. Profile Books, UK, 2002, et Context Books, New York, USA.

William R. Pitt The Greatest Sedition is Silence, avril 2003, Pluto Press.

Date des faits : 31 janvier 2003 **Auteur** : Felicity Eliot, rédactrice en chef de Share International, basée à Amsterdam (Pays-Bas).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Entretien